

Les capitalistes acceptent les idées, mais dans les faits, voici quelques exemples de "réalisation".

Après avoir condamné le protectionnisme, il y a deux mois, le gouvernement, dans le projet de budget actuellement discuté, a inclus 3 milliards de ressources provenant de rétablissement de droits de douane.

Dans le projet de crédits critiqué par PELLENQ, en fait, l'aide à l'agriculture est tout à fait insignifiante : sur 269 milliards de fonds de modernisation, 201 vont aux industries nationalisées et sur les 47 affectés à l'industrie et à l'agriculture, 27 vont à l'agriculture. Si on en retire ce qui sera géré par les services publics, il reste 15,3 milliards pour 6 millions de paysans. Ce n'est pas cela qui fera de la France un gros exportateur de produits agricoles.

Malgré la chute des prix agricoles, les exportations n'augmentent pas beaucoup et le gouvernement prend des mesures aussi "anti-économiques" que le blocage du vin pour maintenir les prix, ou la transformation des betteraves en alcool qui sera ajouté à l'essence.

Par ailleurs, bien que le plan de 4 ans "européen" soit officiellement le fil directeur, les organismes du Plan Monnet continuent à exister. Bien que pratiquement cela ne change pas grand chose, c'est indicatif d'une orientation contradictoire.

En vérité, malgré tous les plans de "coordination européenne" ou d'équipement cha- que impérialisme prend des mesures contre la crise afin de sauver les profits du gros capital qui n'ont rien à voir avec les "plans". Quand bien même les capitalistes français voudraient s'appuyer sur l'exportation des produits agricoles, il leur faudrait des années et des milliards pour transformer la structure de l'agriculture française. Aujourd'hui, en faisant d'immenses efforts, ces exportations ne représenteraient au plus que 10 % des exportations totales. Les moyens techniques archaïques font que les prix de revient sont toujours trop élevés. Il manque de moyens de stockage pour le blé, d'installations frigorifiques pour la viande. L'outillage biologique permettant de meilleurs rendements est rudimentaire (une vache produit 1.950 litres de lait par an en France contre 3.000 au Danemark). La formation professionnelle quasi-inexistante (malgré les lois qui l'instituent) et le nombre de techniciens ou d'éducateurs est insignifiant. Dans le budget de 49 il est prévu 800 millions pour la formation professionnelle agricole et 21 milliards pour l'industrie. Il y a en moyenne un élève pour 800 exploitations (8 sur 10 agriculteurs en Suisse), 1 technicien pour 8.000 agriculteurs (1 pour 300 dans certains états américains).

Le nombre de tracteurs se développe (30.000 en 1939 - 90.000 en 48). Il devrait y en avoir 200.000 en 1952. Mais y aura-t-il assez de clients ? Y aura-t-il assez d'essence ? Où trouver les engrais pour remplacer le fumier ? De plus, l'éparpillement des terres rend très souvent le tracteur inutilisable. D'après les calculs recueillis par BROUIN dans "Le Monde" pour effectuer le remembrement des 8 millions d'hectares pour lequel il est "pressant", il faudrait 15 ans.

Rien d'étonnant donc si les "plans" restent sur le papier. Pourtant, la pression des U.S.A., talonnés par la crise, devient plus grande et le gouvernement est visiblement déchiré entre sa volonté de résistance et leurs injonctions. La lenteur, l'"immobilisme" du gouvernement que la presse et les partis bourgeois dénoncent, viennent en grande partie de l'incertitude dans laquelle il se trouve quant à l'issue des discussions en cours sur "l'organisation européenne".